



04 Avril 2013

Pour une République exemplaire Renforçons et développons les missions des ministères de Bercy !

Alors que les administrations de Bercy se trouvent dans l'œil du cyclone, en raison des comportements de l'ancien ministre délégué en charge du budget M Jérôme Cahuzac, **les Fédérations des finances CGT, Solidaires, FO, CFTD** réaffirment le caractère crucial des missions dévolues aux Ministères économique et financier et à leurs différentes directions générales.

Les organisations syndicales alertent depuis de trop nombreuses années les gouvernements et ministres qui se succèdent sur les conséquences funestes de la suppression de dizaines de milliers d'emploi et la baisse drastique des moyens de fonctionnement.

Dans ces conditions, les agents de Bercy connaissent au quotidien des conditions de travail de plus en plus dégradées, et tous les indicateurs démontrent une poussée sans précédent de la souffrance au travail.

A l'inverse des objectifs d'austérité poursuivis, hier au titre de la Révision Générale des Politiques Publiques et aujourd'hui de la Modernisation de l'Action Publique, les fédérations considèrent qu'il est plus qu'urgent de mettre en œuvre une autre politique pour l'exercice plein et entier des missions.

En effet, la crise financière et économique conforte le caractère essentiel des missions exercées dans les ministères économique et financier. Ils sont en première ligne pour le redressement des comptes publics et pour assurer une véritable répartition des richesses produites.

Cela suppose une réorientation des finalités des missions. Dans une stratégie de rupture et de changement avec les politiques précédemment initiées, le Gouvernement se doit :

- de réhabiliter les missions de contrôle et de conseil,
- de consolider la statistique publique indépendante au service de l'ensemble des acteurs économiques,
- de mettre un terme à l'affaiblissement de la capacité d'intervention de la puissance publique dans les territoires.

Il y a urgence à :

- Donner les moyens aux services d'assumer la globalité de leurs missions dans les domaines de la lutte contre les fraudes fiscales, économiques, écologiques, douanières et industrielles, du recouvrement de l'impôt, de la réglementation, la régulation et le contrôle des acteurs financiers, du développement de la protection des consommateurs.
- Permettre à l'ensemble des administrations de contrôle de Bercy de disposer des moyens humains, matériels, juridiques, nécessaires pour assurer et imposer le respect de la Loi aux citoyens comme aux entreprises.
- A renforcer les coopérations européennes et internationales, entre les États et leurs administrations, pour mettre fin à la criminalité financière et à toutes les formes de fraudes. Autant de mesures qui exigent aussi que soient mis fin au secret bancaire ou encore aux paradis fiscaux.
- A assurer à l'ensemble des agents des Finances, au moyen notamment du renforcement de leurs droits statutaires, de leurs garanties collectives et individuelles, l'effectivité de la mise en œuvre de leurs missions en toute indépendance et en faisant respecter le principe d'égalité de Tous et Tous devant la loi.

Les Fédérations des Finances CGT, Solidaires, FO, CFTD, attendent du Gouvernement et des parlementaires que d'autres choix soient faits à BERCY !